

[Texte]

I must say that as long as we look to the government leadership as first, I think that will be fine.

The Vice-Chairman: I would hasten to say that I have misread the meeting. I would like to think I am among the freest market traders around this table. I had the impression that we were not going to be able to reach consensus on this recommendation in a week or ten days, and that is why I suggested that perhaps it was not going to be part of our short statement in advance of Geneva. That is the only reason I suggested it might not fly.

Mrs. Catterall: Can I suggest a modification? Talking about getting rid of bogeymen... and this is not a philosophical statement; this is a statement of fact and describing reality. We have not had a free market since we introduced the first tariffs and the first taxes. So let us stop talking about a free market. It does not exist.

The Vice-Chairman: It is better than collectivism.

Mrs. Catterall: Right, but it is a manipulated market. It has been since the first government was established, probably.

The trading of emission rights is one example. I do not happen to believe that permits to pollute are a good idea, but when we have a detailed discussion on that, I am prepared to go through that. Nonetheless, virtually anything the government does—whether it is impose a new tax, impose a new regulation, impose new standards, or regulate safety in products—influences the market.

What we could agree on, perhaps, is to say that we recognize that any provincial or federal government strategy, or even the actions of municipalities, has an impact on market forces and that what we want to do is make sure that our strategies capitalize on the market forces and bend them in a positive direction from the terms of our objectives. Then we can get that down to talking about economic tools like emissions rights, like taxes—like lotteries, for that matter.

We would be missing the mark if we did not recognize market forces as an important component of whether we can or cannot solve these problems and make a statement like this: the committee recommends that any federal or provincial strategy for reducing man-made greenhouse gas emissions should recognize and capitalize on market forces.

Mr. Caccia: Mr. Chairman, give us a day in the House of Commons to debate this clause. In the absence of that, as Marlene did, it is impossible not to inject an overall, very brief observation, and then I will try to offer, as Marlene already has, an alternative language for point four.

[Traduction]

Je dois dire que tant que nous accorderons un rôle prépondérant au gouvernement, à mon avis, la situation restera satisfaisante.

Le vice-président: Je suis probablement un de ceux qui sont le plus en faveur du libre-échange autour de cette table, mais je dois reconnaître que j'avais des préjugés, que j'avais l'impression que nous ne réussirions pas à nous mettre d'accord sur cette recommandation en l'espace d'une semaine ou de dix jours. Pour cette raison, j'avais suggéré de ne pas en parler dans notre courte déclaration en prévision de Genève. C'est uniquement pour cela que j'avais suggéré de sauter cette recommandation.

Mme Catterall: Vous me permettez de proposer une modification? À propos des épouvantails dont on doit se débarrasser... Je précise que ce n'est pas une déclaration de principes, c'est la reconnaissance d'un fait, d'une réalité. Depuis les premières barrières tarifaires, depuis les premiers impôts, nous n'avons plus jamais eu de marché libre. Alors, arrêtons de parler de marché libre, cela n'existe pas.

Le vice-président: Cela vaut mieux que le collectivisme.

Mme Catterall: Certainement, mais c'est tout de même un marché manipulé. C'est probablement le cas depuis le premier gouvernement qui s'est instauré.

La négociation des droits d'émission en est un exemple. Personnellement, je ne suis pas d'accord pour qu'on émette des permis de polluer, mais lorsque nous en discuterons, je serai prête à passer outre. Cela dit, pratiquement tout ce que le gouvernement fait, qu'il s'agisse d'imposer une nouvelle taxe, un nouveau règlement, des normes, ou des règlements de sécurité des produits, tout cela influence le marché.

Nous pourrions peut-être nous mettre d'accord pour dire que nous reconnaissons que toute stratégie gouvernementale, provinciale ou fédérale, ou même les mesures prises par les municipalités, ont un impact sur les forces du marché et que nous voulons nous assurer que nos stratégies profitent des forces du marché et leur donnent une direction positive, compte tenu de nos objectifs. Nous pourrions ensuite aborder la question des outils économiques, comme les droits d'émission, les taxes, même les loteries.

Nous aurions grand tort de ne pas reconnaître que les forces du marché sont un élément important qui contribuera à déterminer le succès ou l'échec des mesures prises. Nous pourrions faire une déclaration de ce genre: le comité recommande que toute stratégie fédérale ou provinciale destinée à réduire les émissions de gaz à effet de serre tienne compte des forces du marché et les exploite.

M. Caccia: Monsieur le président, pourrait-on nous accorder une journée à la Chambre des communes pour débattre de cette clause. Si ce n'est pas possible, je ne saurais me dispenser de faire une observation très courte, puis, comme Marlene vient de le faire, je proposerai un autre énoncé pour la quatrième recommandation.